

L'inclusion Financiere dans la CEMAC : Une Explication par la Bancarisation

*Madjou Tatsing Priscille Diane,
Nembot Ndeffo Luc,
Tangakou Soh Robert,*

Université de Dschang, FSEG, Dschang, Cameroun

Doi:10.19044/esj.2020.v16n19p56

[URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n19p56](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2020.v16n19p56)

Résumé

L'objectif de ce travail est d'apprécier les effets de la bancarisation sur la croissance économique en zone CEMAC au cours de la période 2007-2018. La population d'étude est constituée des personnes détenant un ou plusieurs comptes dans une banque et/ou un EMF. Les résultats de la régression par la méthode des Pooled Mean Group (PMG) montrent que l'effet de la bancarisation sur la croissance économique est positif au sein de la CEMAC. Ces différents résultats suscitent des recommandations dont les plus urgentes sont les suivantes. L'obligation faite aux salariés du public et du privé de disposer d'un compte (domiciliation des salaires) ; Chaque Etat devrait mettre en place un dispositif (émissions radio-télé, séminaires...) de promotion de l'éducation et du développement de la culture financière des femmes et des jeunes.

Mots-clés: Bancarisation, Croissance économique, Effets, PMG

Financial Inclusion in CEMAC: The Effect of Banking on Economic Growth

*Madjou Tatsing Priscille Diane,
Nembot Ndeffo Luc,
Tangakou Soh Robert,*

University of Dschang, FSEG, Dschang, Cameroon

Abstract

This paper focuses on assessing the effects of banking on economic growth in the CEMAC zone during the period 2007-2018. The study population focuses on people with one or more accounts in a bank and/or an EMF. The results of the regression by the Pooled Mean Group show that the effect of banking is positive within CEMAC. The various results gave rise to recommendations and the most urgent are as follows: the obligation imposed on public and private sector employees to have an account (domiciliation of wages); and each state should set up a system (radio and television broadcasts, seminars, etc.) to promote education and the development of financial literacy for women and young people.

Keywords: Banking, economic growth, effects, PMG

Introduction

L'inclusion financière appelée encore finance inclusive peut être définie comme étant l'offre des services financiers et bancaires de base à faible coût pour des populations en difficultés et exclues des services financiers traditionnels. Le FMI (2017) définit l'inclusion financière sous deux angles à savoir l'inclusion bancaire (personnes détenant au moins un compte bancaire) et l'inclusion digitale (activités nées de l'innovation technologique dont la plus répandue est le mobile money). La banque joue un rôle majeur dans l'amélioration du taux d'inclusion financière. Les structures qui proposent les services financiers aux populations sont nombreuses : les institutions bancaires, les établissements de microfinance¹ et les structures parabancaires.

La Banque Mondiale (2014) considère le microcrédit comme l'outil indispensable d'amélioration de l'inclusion financière. Le microcrédit accompagné permet de favoriser l'inclusion bancaire des populations en

¹Les deux principales activités des EMF sont la collecte de l'épargne et l'octroi des crédits.

situation de fragilité dans la mesure où, il offre des possibilités de financement à des emprunteurs qui n'auraient pas accès au crédit traditionnel pour mener, à bien des projets d'insertion sociale ou professionnelle. Afin d'améliorer l'inclusion bancaire, le FMI (2015) met deux facteurs en avant, l'amélioration du taux de bancarisation et le développement du microcrédit (en zone CEMAC, depuis le début des années 1990, des EMF existent afin de fournir aux populations pauvres et exclues du système bancaire traditionnel des services financiers de base à faible coût). Les autorités monétaires ont pris des dispositions afin que les banques assouplissent les conditions d'ouverture de compte, raison pour laquelle dans cette partie, nous nous intéressons au système financier (banques + EMF). L'inclusion bancaire ne prend pas en compte le système financier informel tel que les tontines, dont l'argent récolté revient d'une manière ou d'une autre dans le système financier formel. Le FMI (2015) a fait une étude sur les tontines au Cameroun et a conclu que : « les tontines contribuent à hauteur de 10% à l'inclusion financière, et son poids économique est d'environ 90 milliards de F CFA selon le Ministère des Finances ». La finance islamique contribue aussi à l'amélioration de l'inclusion financière même si, c'est à un très faible taux (1%), mais reste tout de même non négligeable.

Le taux de bancarisation se définit comme le pourcentage de la population ayant accès aux services bancaires. Le taux de bancarisation² est un indicateur qui permet, de mesurer le niveau de pénétration des services bancaires dans la population d'un pays ou d'une région. C'est une caractéristique qui traduit le niveau de développement d'un pays, autrement dit le taux de croissance économique. Une évolution du taux de bancarisation s'explique par une hausse de détention de comptes bancaires dans les pays en développement. On ne saurait parler du taux de bancarisation sans toutefois évoquer la densité du réseau bancaire.

La densité du réseau bancaire quant à elle est le nombre d'agences d'établissements bancaires pour 1000 habitants. La densité du réseau bancaire³ est utilisée comme un indicateur d'appréciation du degré de bancarisation d'une nation. Le taux de bancarisation d'une population⁴ est entendu ici comme étant le pourcentage des individus disposant d'un compte bancaire (les individus titulaires de plus d'un compte étant comptabilisés une seule fois).

²Le taux de bancarisation d'une population est entendu ici comme étant le pourcentage des individus disposant d'un compte bancaire (les individus titulaires de plus d'un compte étant comptabilisés une seule fois).

³Le taux de bancarisation d'une population est entendu ici comme étant le pourcentage des individus disposant d'un compte bancaire (les individus titulaires de plus d'un compte étant comptabilisés une seule fois).

⁴Le taux de bancarisation (TB) se calcule comme suit : $TB = \text{Nombre de personnes ayant un compte en banque} / \text{Population}$.

Allen et al. (2012) et Dupas et al. (2012), concluent que, l'inaccessibilité des banques commerciales à une partie de la population, ainsi ces banques ne sont pas considérées comme des institutions efficaces.

Les structures qui proposent les services financiers aux populations sont nombreuses, mais celles qui vont retenir notre attention dans cette partie, sont d'une part les institutions bancaires et d'autre part les établissements de microfinance.

En zone CEMAC, les banques sont classées suivant, le règlement COBAC R-2009/2 portant fixation des catégories des établissements de crédit :

- les banques universelles⁵ qui gèrent tous types de clientèle et mènent les trois activités principales bancaires (intermédiation bancaire, prestation de services connexes et prestation de services d'investissement) : c'est le cas des 15 banques qui exercent actuellement au Cameroun ;
- les banques spécialisées qui sont agréées pour mener les trois types d'activité pour une clientèle spécifique : c'est le cas de deux banques publiques camerounaises (la banque camerounaise des PME et la banque agricole)
- les institutions financières⁶ spécialisées qui sont des établissements financiers agréés pour une activité relevant du domaine public et ne pouvant utiliser que leurs ressources propres et les emprunts d'une durée minimale de deux ans : c'est le cas du Crédit Foncier du Cameroun (CFC) ;
- les sociétés financières qui sont des établissements financiers agréés pour exercer une activité spécifique (crédit-bail, vente à tempérament, capital-risque, ...) et ne pouvant utiliser que leurs ressources propres et les emprunts d'une durée minimale de deux ans : c'est le cas de Alios finance (crédit-bail), Société camerounaise d'équipement (vente à tempérament), Central Africa Investment et Pro-PME (capital-risque ou capital investissement).

Le règlement N°01/02/CEMAC/UMAC/COBAC relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité des EMF⁷ dans la zone CEMAC, regroupe les établissements en trois catégories qui sont :

⁵ Les banques universelles et les banques spécialisées ont pour capital social minimum 10 milliards de F CFA.

⁶ Les institutions et sociétés financières ont pour capital social minimum 2 milliards de F CFA.

⁷ Etablissements de MicroFinance

Les EMF de catégorie 1⁸, ils procèdent à la collecte de l'épargne de leurs membres qu'ils emploient en opérations de crédit. Ils ne fonctionnent qu'avec leurs membres c'est-à-dire que chaque client détient une part d'actions dans le capital de l'entreprise, ce sont des mutualistes. Ils peuvent aussi être des coopératives ou des établissements de type associatif. Nous citons à titre d'exemple Mutuelle de Crédit Communautaire (MC²).

Les EMF de catégorie 2⁹, ceux-ci ont une caractéristique différente du premier type celle de savoir qu'ils accordent des crédits aux membres et non membres. Dans la même lancée ils collectent les dépôts des épargnants. Ce sont uniquement les sociétés anonymes. Comme exemple nous avons Express Union.

Les EMF de catégorie 3¹⁰ ont une particularité, ils fonctionnent sous forme de réseau. Ceux-ci accordent des crédits aux tiers sans exercer l'activité de collecte de l'épargne (les établissements de microcrédit, les projets, les sociétés qui accordent des crédits filières ou les sociétés de caution mutuelle). En dehors des EMF, nous avons les tontines, la microassurance et la finance islamique qui contribuent à l'amélioration du taux d'inclusion financière.

Dans les pays où les systèmes financiers demeurent faiblement développés comme au sein de notre sous-région Afrique Centrale, le financement constitue un enjeu majeur tant pour l'Etat que pour le secteur privé. Dans la mesure où il favorise l'épargne et l'accumulation du capital et qu'il permet d'assurer une allocation optimale des capitaux, le développement financier peut contribuer à accélérer la croissance et à une réduction de la pauvreté (Beck et al., 2011). Selon Mehrotra et Yetman (2015), l'inclusion financière revêt une importance capitale pour les banques centrales pour plusieurs raisons. Premièrement, l'inclusion financière a un impact sur la croissance de long terme et la réduction de la pauvreté (Demirguç-Kunt & Levine, 2004; Honohan, 2008). En deuxième lieu, une forte inclusion financière accroît la politique monétaire (Geda et al., 2006; Beck et al., 2007).

⁸ S'agissant du capital social minimum, pour les EMF de première catégorie la réglementation en CEMAC n'exige pas de seuil. Par contre les établissements de deuxième catégorie doivent obligatoirement détenir un capital social minimum de 300 millions XAF, quant à la catégorie 3 la réglementation exige 150 millions XAF à titre de capital minimum. Ces modifications de capital social ont eu lieu le 27 juin 2018, lors d'une assemblée de la COBAC.

⁹ Selon le nouveau règlement diffusé actuellement par la COBAC, le capital social des EMF de deuxième catégorie passe de 50 millions XAF à 300 millions XAF suivant le chronogramme ci-après : 100 millions XAF au 1^{er} janvier 2018, 150 millions XAF au 1^{er} janvier 2019, 200 millions XAF au 1^{er} janvier 2020, et 300 millions XAF au 1^{er} janvier 2021.

¹⁰ Pour les EMF de troisième catégorie, le capital social augmente de 25 millions F CFA à 150 millions F CFA suivant les délais ci-après : 50 millions F CFA au 1^{er} janvier 2018, 75 millions F CFA au 1^{er} janvier 2019, 100 millions F CFA au 1^{er} janvier 2020, et 150 millions F CFA au 1^{er} janvier 2021.

Une grande partie de la population des pays en développement utilise de l'argent liquide pour effectuer leurs différentes transactions. L'échange, les transferts, l'accès aux crédits ou l'épargne transitent par des canaux informels non réglementés et non supervisés. De nombreuses initiatives d'inclusion financière visent alors à mettre en place des services financiers formels pour aider ces populations délaissées (Koker & Jentsch, 2013). L'accès aux services financiers permet aux populations à faible revenu de lisser leur contrainte budgétaire et leur consommation (Geda et al., 2006; Beck et al., 2007), évitant ainsi de tomber dans des « trappes à pauvreté » à la suite d'un choc exogène. Elle peut également contribuer à réduire la pauvreté de façon indirecte à travers son effet sur la croissance économique. L'accès et le recours à un compte et à des services bancaires permettant d'effectuer des transactions de base sont devenus essentiels pour l'intégration sociale (Demirgüç & Klapper, 2012).

En encourageant l'épargne, l'investissement et la productivité, l'inclusion financière stimule l'activité économique (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2013; Dabla-Norris et al., 2015). En outre, l'élargissement de la base de dépôts dont disposent les banques favorise la stabilité financière (Han & Melecky, 2013), également propice à la croissance économique. Honohan (2006), fait remarquer dans son étude que, si l'on ignore souvent la mobilisation de la richesse des segments les plus pauvres de la population afin de se concentrer sur les nantis. Sur le plan macroéconomique, l'accessibilité financière des foyers à moindres revenus permet d'équilibrer les opportunités et de réduire les inégalités et la pauvreté au sein de la population (Honohan, 2006; Hermes & Lensink, 2007; Banque Mondiale, 2008; Honohan, 2008).

Selon la BAD¹¹, moins de 25% des africains ont accès aux services financiers. La littérature est abondante sur le taux de bancarisation en Afrique en général, et en particulier en zone CEMAC. L'objectif de cette étude est d'apprécier les effets du taux de bancarisation sur l'inclusion financière en zone CEMAC. Les sections II et III portent respectivement sur la revue de la littérature théorique et empirique d'une part et d'autre part de la méthodologie utilisée. Les sections IV et V présentent les résultats ainsi que les conclusions et recommandations.

¹¹Banque Africaine de Développement est une organisation financière internationale composée de 80 pays (dont 54 régionaux et 26 non régionaux). Sa principale mission est de contribuer au développement et au progrès social des Etats africains. Le siège est à Abidjan (Côte d'Ivoire), et a été fondé en 1964. Le groupe BAD comprend trois entités : la Banque Africaine de Développement, le Fonds Africain de Développement créé en 1972 et le Fonds Spécial du Nigéria créé en 1974.

II. La bancarisation et la croissance économique : une revue de la littérature

Divers auteurs ont testé empiriquement l'incidence de la bancarisation sur la croissance économique. Plusieurs auteurs, ont identifié les barrières au niveau de l'infrastructure financière et de l'environnement (Beck et al., 2007a; Beck & Demirgüç-Kunt, 2008; CGAP & Banque Mondiale, 2010b; Ardic et al., 2011). D'autres ont porté une attention particulière aux caractéristiques des clients des organisations bancaires à l'aide des données de Finscope (Honohan & King, 2009). Certains chercheurs ont considéré ces facteurs dans les secteurs semi-formel et informel (Johnson & Nino-Zarazua, 2009; Nino-Zarazua & Copestake, 2009; Johnson et al., 2010).

Demirgüç-Kunt et al. (2000), en s'appuyant sur une nouvelle méthodologie, mènent quant à eux, une analyse sur un échantillon de 74 pays sur la période 1960-1955. Ils examinent une relation entre la structure du système financier et la croissance économique. Les auteurs utilisent deux méthodes économétriques intéressantes afin de prendre en compte l'endogénéité de la variable de développement financier dans le modèle de croissance qui mérite d'être examiné ici. La première méthode mobilisée est l'analyse transversale utilisant l'origine légale (origine anglo-saxonne, française, germanique et scandinave) comme instrument de développement financier. Dans la seconde méthode, les auteurs procèdent à une analyse en panel dynamique avec un découpage de 7 périodes de croissance de cinq ans chacune couvrant la période 1960 à 1995, pour 74 pays, afin d'analyser les déterminants juridiques et comptables du développement financier et leur impact sur la croissance économique à long terme, grâce à l'estimateur GMM (Generalised Method of Moments). Cette méthode à plusieurs avantages par rapport à la méthode de coupe transversale à variable instrumentale, notamment dans le contrôle de l'endogénéité et la mesure des erreurs de l'indicateur de développement financier, mais aussi des variables explicatives. Leurs résultats montrent que la relation à court terme entre les indicateurs de développement financier est positive avec le taux de croissance, le taux d'accumulation du capital et la productivité globale des facteurs, tandis qu'elle reste encore ambiguë avec le taux d'épargne privée. Par ailleurs, les auteurs trouvent aussi que les crédits accordés au secteur privé sans associés à la qualité de l'environnement légal (respect des droits des créanciers, mise en application des contrats et fiabilité des informations) et des normes comptables.

Meagon (2005), a étudié l'impact du financement bancaire sur la croissance économique au Sénégal. Il a utilisé des variables comme le niveau de crédit à l'économie, la formation brute du capital fixe, le taux d'escompte, les dépôts totaux, le taux d'inflation. Il en ressort de son analyse que, la

croissance économique au Sénégal s'explique par le niveau de crédit à l'économie et les dépôts totaux.

Parmi les premières études empiriques qui ont traité de la relation entre système financier et croissance économique, nous pouvons citer celle de King et Levine (1993a, b, c). En considérant une période allant de 1960 à 1989, le but des auteurs consiste à examiner empiriquement l'existence d'une relation positive entre les indicateurs du développement financier et la croissance sur un échantillon de 77 pays développés et en développement. Pour cela les auteurs mobilisent quatre indicateurs financiers : la masse monétaire mesurée en pourcentage du PIB (M3/PIB), la taille du système financier, la structure du système financier et du crédit privés et différents variables : (1) le taux moyen de croissance de stock du capital par tête ; (2) le taux moyen de croissance du PIB par tête puis le taux de croissance de la productivité qui est égal au résidu entre (1) et 0.3 de (2). Leurs résultats montrent clairement que les indicateurs financiers sont positivement associés à l'indicateur de la croissance économique. King et Levine (1993) analysent aussi la causalité entre le développement financier et la croissance économique, leurs résultats indiquant que le niveau initial du système financier est censé être corrélé non pas au taux de croissance économique ultérieur, mais un taux de croissance initial ce qui permet d'éliminer le risque de causalité bidirectionnelle. Ces résultats sont aussi démontrés par Fase (2001).

Luintel et Khan (1999) montrent, sur une étude relative à dix pays basée sur des données annuelles, que le lien entre le développement et la croissance négatif et significatif concernant sept pays. Ram (1995) étudie 95 pays sur la période 1960-1989. Il trouve un effet négatif et significatif du développement financier sur la croissance pour 56 pays. Il trouve un effet aussi que la relation entre le développement financier et le taux de croissance est positive pour 9 pays. Pour les autres pays, la corrélation positive est non significative. Globalement, ces résultats persistent lorsque les données sont transformées en moyenne quinquennale.

III. Méthodologie

L'échantillon est composé des six pays (le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad), de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) Le choix de ces pays se justifie du fait qu'ils ont les mêmes caractéristiques économiques, le même passé historique (la colonisation et l'intégration sous régionale) et ont également le même régime de politique monétaire. La période d'étude est celle allant de 2005-2018. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité des données. Ces données proviennent de la Banque Mondiale, de la BEAC et de l'UNESCO.

Pour aboutir à l'estimation de notre équation, nous nous inspirons des travaux de nombreux économistes (Lucas, 1988; Jawad & Hefnaoui, 2018). Denison (1962) part du constat suivant lequel la croissance avait été supérieure à ce qu'aurait impliqué la progression des deux facteurs économiques principaux que sont le capital et le travail. Lucas (1988) est l'un des pionniers de l'analyse des mécanismes endogènes de croissance, et le premier, dans ce courant, à mettre l'accent sur les relations entre secteur productif et secteur éducatif. La place du facteur humain dans la production constitue le cœur des apports des modèles de croissance endogène à la macro-économie.

Mankiw et al. (1992) se sont proposés d'intégrer dans le modèle de Solow, l'évolution de la qualité de la main-d'œuvre afin de mieux rendre compte du déroulement de la croissance économique. Ceci se justifie par le fait qu'on peut accroître le capital humain en investissant dans le système éducatif, dans le système de santé. Leur analyse part de la thèse selon laquelle l'accumulation du capital physique ne suffit pas (dans le modèle de Solow) pour expliquer la disparité des performances économiques.

Notre fondement théorique s'inspire du modèle de Solow (1956) prédit que les économies semblables en termes de technologie et de préférence, convergeront vers un même niveau de PIB par tête. Le modèle de Solow focalise son attention sur la dynamique de quatre variables : la production réelle de l'économie représentée par Y ; le capital physique K (capital ou richesse) ; la main-d'œuvre L (capital humain) et les connaissances ou l'efficacité du travail A (progrès techniques). L'économie dispose à chaque instant, d'un certain stock de capital, d'un nombre donné de travailleurs et d'un stock de connaissances lui permettant de produire. Sa fonction de production s'écrit :

$Y = f(A, K, L)$ avec A : Progrès technologiques ; K : Capital (richesse) et L : Travail (capital humain).

$Y = f(A, K, L) = A^\alpha K^\beta L^{\beta-1}$ = en introduisant le logarithme nous avons :

$\text{Log } Y = \text{Log} (A^\alpha K^\beta L^{\beta-1}) = \alpha \text{Log} (A) + \beta \text{Log} (K) + (\beta-1) \text{Log} (L)$

L'innovation dans notre modèle économétrique est l'intégration de la variable densité du réseau bancaire et l'utilisation conjointe de la variable crédit tant dans les EMF, que dans les institutions bancaires d'une part, et d'autre part l'insertion de deux variables dites de contrôle, qui sont le capital humain (dont ses principales composantes sont l'éducation et la santé) et l'investissement privé afin de voir leur effet sur la croissance économique dans la CEMAC. Notre modèle s'inspire des travaux de Jawad et Hefnaoui (2018), et se présente ainsi qu'il suit :

Croissance = f (taux de bancarisation)

Croissance = $f(Z_1, Z_2, Z_3)$ où Z_1 : Densité du réseau bancaire ; Z_2 : Volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle ; Z_3 : Crédit bancaire.

Le modèle global s'écrit :

$$TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 TCPIBT_{it-1} + \beta_2 DRB_{it} + \beta_3 CREB_{it} + \beta_4 VCEMF_{it} + \beta_5 POPT_{it} + \beta_6 CAPH_{it} + \beta_7 INVPRIV_{it} + \beta_8 OUV_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it}$$

En introduisant le logarithme l'équation devient :

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } DRB_{it} + \beta_3 \text{Log } CREB_{it} + \beta_4 \text{Log } VCEMF_{it} + \beta_5 \text{Log } POPT_{it} + \beta_6 \text{Log } CAPH_{it} + \beta_7 \text{Log } INVPRIV_{it} + \beta_8 \text{Log } OUV_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it}$$

De ce modèle principal découle six 06 (six) modèles qui font l'objet de notre analyse économétrique.

Le modèle 1 mettant en relation directe la densité du réseau bancaire (DRB) et le taux de croissance de PIB par tête (PIBT).

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } DRB_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (1)$$

Modèle 2 mettant en relation directe le volume de crédit bancaire (CREB) et le taux de croissance de PIB par tête (PIBT).

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } CREB_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (2)$$

Modèle 3 mettant en relation directe le volume de crédit accordé par les EMF (VCEMF) et le taux de croissance de PIB par tête (PIBT).

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } VCEMF_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (3)$$

Modèle 4 mettant en relation le taux de croissance de PIB par tête (PIBT), la densité du réseau bancaire (DRB) et les autres variables de contrôle.

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } DRB_{it} + \beta_3 \text{Log } POPT_{it} + \beta_4 \text{Log } CAPH_{it} + \beta_5 \text{Log } INVPRIV_{it} + \beta_6 \text{Log } OUV_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (4)$$

Modèle 5 mettant en relation le taux de croissance de PIB par tête (PIBT), le volume de crédit bancaire (CREB) et les autres variables de contrôle.

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } CREB_{it} + \beta_3 \text{Log } POPT_{it} + \beta_4 \text{Log } CAPH_{it} + \beta_5 \text{Log } INVPRIV_{it} + \beta_6 \text{Log } OUV_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (5)$$

Modèle 6 mettant en relation le taux de croissance de PIB par tête (PIBT), le volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle (VCEMF) et les autres variables de contrôle.

$$\text{Log } TCPIBT_{it} = \beta_0 + \beta_1 \text{Log } TCPIBT_{it-1} + \beta_2 \text{Log } VCEMF_{it} + \beta_3 \text{Log } POPT_{it} + \beta_4 \text{Log } CAPH_{it} + \beta_5 \text{Log } INVPRIV_{it} + \beta_6 \text{Log } OUV_{it} + \varepsilon_t + \vartheta_t + \mu_{it} \quad (6)$$

Tableau 1. Différents signes attendus

Variables	Abréviations	Signes attendus	Sources
Taux de croissance du PIB par tête	TCPIB	+	(Constant, 1995; Levine, 1997)
Densité du réseau bancaire	DRB	+	(Andersen & Tarp, 2003; Léon, 2012)
Volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle	VCEMF	+/-	(Kamalan, 2006; Korem, 2007)
Volume de crédit bancaire	CREB	+	(Meagon, 2005; Soumare, 2009)
Population totale	POPT	+	
Capital humain	CAPH	+	(Benhabib & Spiegel, 1994)
Investissement privé	INVPRIV	+	(Dramani & Laye, 2008)
Degré d'ouverture commerciale	OUV	+	(Warner, 1995; Edwards, 1998)

Source : Auteur à partir d'une revue de la littérature

Les études montrent qu'une amélioration du niveau de l'inclusion financière est propice pour l'accroissement du taux de croissance économique. Inversement, Cette relation interactive cause le problème d'endogénéité. A ce titre, le recours aux techniques d'estimation traditionnelles (Moindres Carrés Ordinaires, effets fixes, effets aléatoires) conduit à des estimateurs non convergents. Pour pallier à ce problème endogénéité les auteurs utilisent la méthode des moments généralisés (GMM). Mais cette méthode présente quelques inconvénients, notamment, l'homogénéité des coefficients, excepté celui de la constante qui capte les effets spécifiques. Cette homogénéité implique que l'effet d'une variable ne peut différer d'un pays à l'autre. En effet, l'approche GMM ignore les propriétés de racine unitaire et de cointégration des séries, il est difficile d'affirmer de manière claire que les résultats fournissent des effets de long terme ou des résultats fallacieux. Selon, Kého (2012) le choix du nombre et la qualité des instruments dans les méthodes GMM en différences ou en système affecte des résultats. En outre, dans un panel dynamique l'homogénéité du coefficient de la variable endogène retardée peut conduire des biais, c'est-à-dire la croissance à la date t est en partie expliquée par sa valeur retardée d'une période ($t-1$). La variable retardée est donc une variable explicative. Par ailleurs, le nombre de pays est moins important que la période dans notre panel dynamique. D'où l'utilisation des estimateurs GMM n'est pas adaptée. Pour toutes ces raisons nous utilisons dans cette recherche la méthode du Pooled Mean Group pour les différentes estimations. L'estimateur du Pooled Mean Group (PMG) présente un avantage

dans le traitement des panels dynamiques pour lesquels le nombre d'observations temporelles T est plus important que celui des individus N (Pesaran et al., 1999). Il offre la possibilité d'estimer une relation de long terme entre différentes variables, sans précautions préalables au sujet de la stationnarité ou même l'existence d'une relation de cointégration entre ces dernières. En effet, l'approche par cointégration, comme dans le cas des séries temporelles comporte trois phases : l'étude de la stationnarité des séries, le test de cointégration et les estimations de la relation de long terme (Pooled Mean Group). Cette approche qui est considérée dans cette étude.

Après avoir déterminé l'existence de la relation de cointégration, il convient alors d'estimer de manière efficace la relation de cointégration en se basant sur la méthode de Pooled Mean Group. Pour ce faire, l'estimateur est conçu sur l'hypothèse que la constante du modèle, de même que les coefficients de court terme et les variances des erreurs peuvent différer selon les individus, les coefficients de long terme étant cependant contraints d'être identiques à tous les pays.

Formellement, Considérons le modèle ARDL (p, q_1, q_2, \dots, q_k) suivant :

$$y_{it} = \sum_{j=1}^p \phi_{ij} y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^q \delta_{ij} X_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (1.1)$$

Où y_{it} est la variable dépendante et X_{it} le vecteur de l'ensemble des variables explicatives, le terme ε_{it} est stationnaire.

En paramétrant l'équation (1.1) le un modèle à correcteur (MEC), on obtient l'équation suivante :

$$\Delta y_{it} = \phi_i (y_{i,t-1} - \theta_i X_{it}) + \sum_{j=1}^p \varphi_{ij} \Delta y_{i,t-j} + \sum_{j=0}^q \delta_{ij} \Delta X_{i,t-j} + \mu_i + \varepsilon_{it} \quad (1.2)$$

Où ϕ_i est la vitesse d'ajustement et θ_i est le vecteur des coefficients de long terme, Δ est l'opérateur de variation entre deux dates. Pour valider l'hypothèse de cointégration, il faudrait que ϕ_i soit négatif et significatif. On peut alors conclure qu'il existe une relation de long terme entre la variable indépendante et les variables explicatives. La spécification ARDL présente deux avantages majeurs, elle permet d'une part d'estimer conjointement les paramètres de court terme et de long terme et d'autre part elle permet d'introduire dans le modèle des variables pouvant être intégrées de différents ordres soit I(0) et I(1), ou cointégrées. Le PMG contraint le paramètre ϕ_i à être le même pour chaque groupe du panel, mais la constante, les coefficients de court terme et variance des erreurs diffèrent dans chaque groupe.

Cet estimateur peut être vu comme une procédure intermédiaire entre l'estimateur MG et DFE (Dynamic Fixed Effect). L'estimateur MG est obtenu en estimant indépendamment N régressions et ensuite en faisant la moyenne des coefficients obtenus. Pesaran et Smith (1995) montrent que l'estimateur

MG est un estimateur convergent de la moyenne des paramètres. Mais, il ne prend pas en compte la dimension panel des données et du fait que certains coefficients peuvent être les mêmes pour certains groupes d'individus. Par contre, l'estimateur DFE s'obtient en empilant toutes les données et en imposant une homogénéité de tous les coefficients, à l'exception de la constante. En effet, si l'hypothèse de similitude des coefficients à long terme est acceptée, l'estimateur de PMG augmente la précision des estimations par rapport à l'estimateur de MG. Toutefois, l'hypothèse d'homogénéité des coefficients à long terme ne peut pas être admise a priori. Pour tester sa pertinence, on procède le test de Hausman. Si les coefficients de long terme sont identiques d'un pays à l'autre, les estimations PMG seront consistantes et efficaces tandis que les estimations MG seront consistantes mais non efficaces. Cependant, si les restrictions de long terme sont imposées à mauvaise escient, les estimations PMG ne sont pas consistantes tandis que les estimations MG fourniront des estimations consistantes de la moyenne des coefficients de long terme parmi les pays.

IV. Résultats

Dans l'analyse des résultats des estimations économétriques, il est important de jeter un regard sur l'analyse descriptive du comportement naturel des données dont nous disposons. En première vue, nous constatons un grand écart entre certaines variables comme les crédits bancaires, la population totale et l'investissement privé par rapport aux variables telles que la densité du réseau bancaire, le capital humain et le degré d'ouverture. Ceci, afin de corriger ces grands écarts nous utilisons dans nos régressions une transformation logarithmique de ces variables. Avec cette transformation du logarithmique on a : les crédits bancaires avec (Min : 10.78 et Max : 14.74). Nous avons utilisé le PIBT comme notre variable dépendante, ses valeurs Min et Max sont respectivement 5.70 et 9.27. Les valeurs Min et Max de la variable capital humain sont respectivement, 0.02 et 1.46.

Tableau 2. Statistiques descriptives des variables du modèle

	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
LogTCPIBT	7.326	1.041	5.780	9.279
LogDRB	4.367	1.571	1.945	7.259
LogCREB	12.98	1.214	10.780	14.74
LogVCEMF	9.820	1.963	5.686	13.12
LogPOPT	11.68	1.631	9.199	14.98
LogCAPH	0.317	0.085	0.180	0.470
LogINVPRIV	14.05	0.283	11.85	14.28
LogOUV	0.500	0.391	0.020	1.464
Observations	N = 70 n = 6 T = 14			

Source : Auteur à partir STATA 14

Les résultats des tests de stationnarité de LLC sont regroupés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3. Résultats des tests de stationnarité

Variables	Niveau (p-value)	Différence première (p-value)	Intégration (I)
Log TCPIBT	0.7438	0.0000	I(1)
LogDRB	0.0082	-	I(0)
LogCREB	1.0000	0.0180	I(1)
LogVCEMF	0.9987	0.0000	I(1)
LogPOPT	0.4549	0.0015	I(1)
LogCAPH	0.0004	-	I(0)
LogINVPRIV	0.0082	0.0022	I(1)
LogOUV	0.0000	-	I(0)

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 14

A la lecture de ce tableau, il en ressort que toutes les variables ne sont pas stationnaires. La variable endogène LogPIB et les variables exogènes LogCREB, LogVCEMF, LogPOPT, LogINVPRIV sont stationnaires en différence première. Autrement dit, elles sont intégrés d'ordre un I(1), il y'a donc présomption de cointégration entre ces variables. Pour cela nous passons au test de vérification de l'existence d'une relation de long terme entre la variable endogène et les variables exogènes. Le test de cointégration nous permettra de choisir la meilleure méthode d'estimation.

Après avoir testé la stationnarité des variables de l'étude, nous effectuons maintenant le test de cointégration de Pedroni. Au regard du tableau 4 ci-dessous, il ressort que sur les sept probabilités, 4 sont significatives au seuil de 1%. Cela nous permet de rejeter l'hypothèse nulle d'absence de cointégration. Nous pouvons dire de ce fait qu'il existe une relation de cointégration entre la variable LogTCPIBT et les variables LogCREB, LogVCEMF, LogPOPT. A ce niveau, il ne reste plus qu'à procéder à l'estimation proprement dite des modèles.

Tableau 4. Test de cointégration des variables exogènes avec la variable endogène

	Weighted	
	P-value	P-value
Panel v-Statistic	(0.8693)	(0.9328)
Panel rho-Statistic	0.9817	(0.9828)
Panel PP-Statistic	(0.0000)***	(0.0000)***
Panel ADF-Statistic	(0.0001)***	0.0000
Group rho-Statistic	(0.9985)	
Group PP-Statistic	(0.0000)***	
Group ADF-Statistic	(0.0006)***	

Note : (*) indique respectivement les significativités du rejet de l'hypothèse nulle de non cointégration des variables au seuil de 1% du test de Pedroni**

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 14

Les résultats des estimations avec la méthode de Pooled-Mean Group sont consignés dans les tableaux 5 et 6 ci-dessous. Le coefficient d'ajustement (ECT (-1)) qui est négatif et significatif montre que le modèle est globalement significatif. Nous allons tour à tour, présenter le résumé des résultats de long et de court terme.

Apport de la bancarisation à la croissance économique de la CEMAC sur le long terme

Les modèles 1 et 3 montrent que les coefficients estimés avec la variable densité du réseau bancaire sont positifs et significatifs au seuil de 1%. La densification du réseau bancaire contribue à l'augmentation des crédits accordés à la clientèle ; ce qui booste la consommation et l'investissement qui sont des vecteurs importants de la croissance économique. Ces résultats corroborent avec ceux trouvés par Andersen et Tarp (2003) et Léon (2012).

D'après les estimations, la variable crédit bancaire montre un impact positif et significatif sur la croissance au seuil de 1% sur le long terme dans les modèles 1 et 5. Les crédits bancaires stimulent la consommation, la production et l'investissement, ce qui a un effet positif sur la croissance sur le long terme. Schumpeter (1912) conclut que les services financiers, en particulier les crédits bancaires sont indispensables pour la croissance économique, dans la mesure où ils améliorent la productivité en encourageant l'innovation technologique, ce qui évolue dans le même sens que nos résultats. D'autres auteurs comme Patrick (1966), Meagon (2005) ont fait des études donc la conclusion est que les crédits bancaires boostent la croissance.

En effet, pour le long terme, les résultats indiquent le signe positif de l'interaction entre le taux de croissance économique et la significativité de cette relation au seuil de 1% dans les modèles 3 et 6. Ces résultats évoluent dans le même sens que ceux trouvés par, par Korem (2007). Le volume des crédits accordés par les EMF entraînent l'augmentation de la consommation des ménages et des petits entrepreneurs d'où une progression de la croissance sur le long terme.

Le modèle 4 montre un impact négatif et significatif L'investissement privé qui consiste à la formation brute du capital fixe se traduit par l'acquisition des biens qui pour la plupart sont importés (biens de production et biens durables), la souplesse des conditions d'importation a un impact positif sur la croissance, dans notre cas les barrières à l'entrée sont plutôt strictes, par conséquent une baisse de l'investissement privé, d'où leur effet négatif sur la croissance. Alesina et al. (2005) ont fait des études en utilisant les séries chronologiques comme technique d'estimation, et ont conclu qu'une réduction des barrières à l'entrée entraîne une hausse du taux d'investissement, ces résultats corroborent avec ceux trouvés plus haut.

Dans le modèle 3 montre un impact négatif et significatif du degré d'ouverture sur la croissance, le développement du réseau bancaire se traduit par un grand recours à l'assistance technique et l'acquisition des logiciels de gestions bancaires d'autant plus que les actionnaires sont majoritairement étrangers au sein de la sous-région d'où l'effet négatif du degré d'ouverture. Les conclusions du modèle 4 stipulent que le degré d'ouverture a un effet positif et significatif sur la croissance. Autrement dit, les crédits bancaires peuvent stimuler la productivité et la compétitivité nationale vis-à-vis de l'étranger, ils peuvent induire positivement le degré d'ouverture. Dollar (1992), Warner (1995) et Edwards (1998) ont établi une relation positive entre la croissance économique et le degré d'ouverture.

L'augmentation du volume des crédits bancaires et des EMF entraîne l'augmentation de la consommation des ménages qui induit l'amélioration du bien-être social de ces derniers, ces conclusions concernent les modèles 5 et 6 où l'impact du capital social sur la croissance est positif et significatif. Nelson et Phelps (1966) montrent que le stock de capital humain est le principal moteur de la croissance.

Les modèles 5 et 6 montrent qu'il existe un impact à la fois positif et significatif des détenteurs de comptes bancaires (population totale) sur la croissance économique au sein de la CEMAC. L'accroissement de la population des banques et des EMF se traduit par une plus grande ouverture des comptes, et une plus demande des crédits d'où son impact favorable sur la croissance.

Tableau 5. Effet de la bancarisation sur le TCPIBT sur le long terme par la méthode des PMG

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
LogDRB	0.0000*** (0.917)			0.0043*** (0.497)		
LogCREB		0.0002*** (0.090)			0.0017*** (1.489)	
LogVCEMF			0.0004*** (0.629)			0.0000*** (0.505)
LogPOPT				0.5764 (0.175)	0.0307** (1.539)	0.0028*** (0.488)
LogCAPH				0.6083 (-0.631)	0.0129** (5.279)	0.0000*** (1.547)
LogINVPRIV				0.0188** (-5.927)	0.1620 (0.690)	0.6040 (0.016)
LogOUV				0.0187** (-0.396)	0.0042*** (0.690)	0.1729 (0.178)
Constante	0.0142** (4.047)	0.0000*** (4.828)	0.1106 (1.092)	0.0006*** (34.005)	0.0022*** (34.689)	0.1499 (-2.608)
AIC	-1.298	-1.304	-1.145	-1.413	-1.862	-1.991
Nombre d'obs	65	65	65	65	65	65
Nombre de pays	6	6	6	6	6	6

Note : **, *** indiquent respectivement la significativité des coefficients de 5% et 1%

- (1) Relation directe entre la densité du réseau bancaire et le taux de croissance de PIB par tête
- (2) Relation directe entre le crédit bancaire et le taux de croissance de PIB par tête
- (3) Relation directe entre le volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle et le taux de croissance de PIB par tête
- (4) Relation entre la densité du réseau bancaire, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle
- (5) Relation entre le crédit bancaire, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle
- (6) Relation entre le volume de crédit accordé par les EMF à la clientèle, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BEAC

Une synthèse des résultats du modèle ARDL de l'effet de la bancarisation sur la croissance économique dans la CEMAC

Les résultats de l'effet de la bancarisation sur le taux de croissance du PIB par tête par la méthode des PMG sur le court terme sont les suivants :

Le terme d'ajustement (ECT -1) est négatif dans tous les modèles, ce qui signifie qu'il y a un ajustement entre les variables à court terme et à long terme d'une part et d'autre part, tous les modèles sont globalement significatifs.

Dans le modèles 4, les résultats des estimations sont positifs et significatifs ce qui signifie la densité du réseau bancaire a un impact négatif sur la croissance économique sur le court terme. La densité du réseau bancaire

entraîne d'importants investissements, dont la rentabilité ne peut être effective qu'à moyen et long terme d'où l'impact négatif sur la croissance à court terme. Nos conclusions sont contraires à celles trouvées par, Léon (2012), pense que le développement rapide des groupes bancaires accroît le taux de bancarisation car les populations sont proches du système bancaire, et par conséquent sont tentées de pouvoir utiliser les différents services proposés par ce système.

Les résultats du modèle 2 montrent que, le crédit bancaire a un impact positif et significatif sur la croissance sur le court terme. L'augmentation du volume des crédits bancaires se traduit par l'augmentation de la consommation d'où son effet positif sur la croissance. Nos résultats corroborent avec ceux trouvés par, Meagon (2005) conclut l'augmentation du niveau du crédit bancaire contribue à l'amélioration du niveau de croissance économique au Sénégal.

Les modèles 3 et 6 montrent que le volume des crédits des EMF a un impact négatif et significatif sur la croissance économique à court terme au sein de la CEMAC. L'accroissement du volume des crédits des EMF se réalise par une accumulation de petits crédits portés sur l'acquisition de bien de consommation importés d'où leur impact négatif sur la croissance. Nos études ont conduit au sein de la CEMAC aux résultats contraires à ceux trouvés au Togo par Korem (2007) constate une influence positive de la part des crédits octroyés par les institutions de microfinance sur la croissance économique à court terme, mais ce résultat n'est pas statistiquement significatif.

Le capital social a une incidence positive et significative sur la croissance économique à court terme au sein de la sous-région Afrique centrale dans les modèles 3 et 6. Dans un contexte où la densité du réseau bancaire augmente, les crédits accordés progressent et la consommation des ménages stimule le bien-être social d'où l'impact positif sur le capital humain. Nos conclusions évoluent dans le même sens que celles trouvées par, Nelson et Phelps (1966) montrent que le stock de capital humain est le principal moteur de la croissance.

Le modèle 4 montre que l'investissement privé a un effet positif et significatif sur la croissance à court terme. L'augmentation des crédits des banques et des EMF entraîne la consommation des biens importés d'où l'incidence négative sur la croissance. Imam (2018) conclut que l'investissement privé contribue à réduire le taux de pauvreté au sein des pays de l'Afrique Subsaharienne.

Tableau 6. Effet de la bancarisation sur le TCPIBT sur le court terme par la méthode des PMG

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
ECT (-1)	0.0050** (-0.607)	0.0000*** (-0.846)	0.0014*** (-0.654)	0.0007*** (-0.390)	0.0021*** (-0.375)	0.0381** (-0.576)
D(LogDRB)	0.2347 (0.225)			0.0393** (-0.502)		
D(LogCREB)		0.0519** (0.301)			0.5573 (0.145)	
D(LogVCEMF)			0.0636** (-0.122)			0.0143*** (-0.446)
D(LogPOPT)				0.3699 (0.405)	0.3939 (0.531)	0.7180 (-0.169)
D(LogCAPH)				0.0037*** (1.867)	0.5119 (0.628)	0.0016*** (2.231)
D(LogINVPRIV)				0.0053*** (5.329)	0.2642 (5.313)	0.1482 (4.284)
D(LogOUV)				0.4564 (0.023)	0.0525** (-0.181)	0.0498** (-0.097)
Constante	0.0142** (4.047)	0.0000*** (4.828)	0.1106 (1.092)	0.0006*** (34.005)	0.0022*** (34.689)	0.1499 (-2.608)
AIC	-1.298	-1.304	-1.145	-1.413	-1.862	-1.991
Nombre d'obs	65	65	65	65	65	65
Nombre de pays	6	6	6	6	6	6

Note : **, *** indiquent respectivement la significativité des coefficients de 5% et 1%

- (1) Relation directe entre la densité du réseau bancaire et le taux de croissance de PIB par tête
- (2) Relation directe entre le crédit bancaire et le taux de croissance de PIB par tête
- (3) Relation directe entre le volume de crédit accordé par les EMF et le taux de croissance de PIB par tête
- (4) Relation entre la densité du réseau bancaire, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle
- (5) Relation entre le crédit bancaire, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle
- (6) Relation entre le volume de crédit accordé par les EMF, le taux de croissance du PIB par tête et les variables de contrôle

Source : Calculs de l'auteur à partir des données de la BEAC

Conclusion et recommandation

Les résultats nous permettent de conclure que sur le long terme de la bancarisation (les variables explicatives d'intérêt : la densité du réseau bancaire, les crédits bancaires et le volume de crédit accordé par les EMF) a un impact positif et significatif sur la croissance économique au sein de la CEMAC. Le taux de bancarisation augmente avec l'accroissement du nombre de comptes ouverts dans les banques et/ou EMF. Cette progression de la clientèle bancaire entraîne l'augmentation des encours en volume et nombre de crédits, ce qui impacte favorablement la croissance.

Sur le court terme, la densité du réseau bancaire se traduit par d'importants investissements réalisés sur des biens importés (ordinateurs, logiciels...) ce qui influence négativement la croissance. Les volumes des crédits accordés par les EMF ont une incidence négative et significative sur la croissance économique, les bénéficiaires des crédits des EMF sont pour l'essentiel des particuliers qui utilisent ces fonds pour acquérir des biens essentiellement importés avec effet négatif sur la balance commerciale et la croissance. Contrairement aux crédits bancaires qui ont un impact positif et significatif sur la croissance au sein de la sous-région CEMAC, de manière globale les crédits bancaires permettent de stimuler la consommation dont l'essentiel concerne des biens produits localement, ce qui stimule la croissance.

Afin d'améliorer de manière considérable le taux d'inclusion financière au sein de la sous-région, des solutions suivantes sont proposées :

- L'adoption ou le suivi de l'application par les autorités monétaires des mesures devant alléger les frais de fonctionnement des comptes des personnes physiques (exemple : Service Bancaire Minimum Garanti au Cameroun)
- Chaque Etat devrait mettre en place un dispositif (émissions radio-télé, séminaires...) de promotion de l'éducation et du développement de la culture financière des femmes et des jeunes.
- Le genre féminin reste délaissé dans l'élaboration des stratégies en vue d'améliorer le taux d'inclusion financière, pourtant les femmes sont les personnes ayant le moins accès aux services financiers. En vue d'autonomiser les femmes, les organismes internationaux, ainsi que les gouvernements devraient mettre sur pied, des stratégies centralisées exclusivement sur l'inclusion financière des femmes.
- Les réseaux bancaires doivent être densifiés (compte tenu de leurs contraintes de gestion) et couvrir l'ensemble des pays en milieu urbain comme en milieu rural notamment en développant des partenariats permettant de booster l'externalité des réseaux (par exemple avec EXPRESS UNION).

References:

1. Beck & Levine (2001). « Stock Markets, Banks, and Growth : Correlation or Causality », World Bank Policy Research Working Paper N_ 2970 ; Carlson School of Management Working Paper.
2. Demirgüç-Kunt & Levine (2007). « Finance, Inequality and the Poor », Journal of Economic Growth, 12, p. 27-49.
3. Demirgüç-Kunt & Klapper (2013). « World Bank Measuring Financial Inclusion: Explaining Variation in Use of Financial Services across and within Countries », Brookings Papers on Economic Activity.

4. Im, K.S., Pesaran, M.H., & Shin, Y. (1997). « Testing for Unit Roots in Heterogenous Panels », DAE, Working Paper 9526, University of Cambridge. 28.
5. Im, K.S., Pesaran, M.H., & Shin, Y. (2002). « Testing for Unit Roots in Heterogenous Panels », revised version of the DAE, Working Paper 9526, University of Cambridge. 29.
6. Im, K.S., Pesaran, M.H., & Shin, Y. (2003). « Testing for unit roots in heterogeneous panels », *Journal of Econometrics*, 115, pp. 53-74.
7. Honohan, Patrick, King, & Michael (2012). « Cause and effect of financial access: cross country evidence from surveys » In: Cull, Robert, Dermigüç-Kunt, Asli, Morduch, Jonathan (Eds), *Banking the World : Empirical Foundations of Financial Inclusion*, MIT Press, Cambridge.
8. Madjou, P.D. (2019). « Les effets de la bancarisation sur la croissance économique en zone CEMAC » *American International Journal of Business Management*, Vol (2), Issue 4 Avril 2019, pp. 120-132.
9. Nino-Zarazua, M. & James, G. C. (2009). « Financial inclusion, vulnerability, and mental models: From physical access to effective use of financial services in a low income area of Mexico City », document de travail no 2, Bath, Center for Development Studies (CDS), University of Bath, Bath Papers in International Development, 27 p.
10. Pedroni, P. (1996). « Fully modified OLS for heterogeneous cointegrated panels and the case of purchasing power parity», Working Paper in Economics, Indiana University.
11. Pedroni, P. (1997). « Panel cointegration, asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis: new results », Working Paper in Economics, Indiana University.
12. Pedroni, P. (1998). « Testing for convergence to common steady states in nonstationary hete-rogeneous panels », Working Paper in Economics, Indiana University.
13. Pedroni, P. (1999). « Critical values for cointegration tests in heterogenous panels with multiple regressors », *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, S1, 61, pp. 653-670.
14. Pedroni, P. (2001). « Panel cointegration, asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis », Working Paper in Economics, Indiana University.
15. Pedroni, P. (2004). « Panel cointegration. Asymptotic and finite sample properties of pooled time series tests with an application to the PPP hypothesis », *Econometric Theory*, 20(3), pp. 597-625.